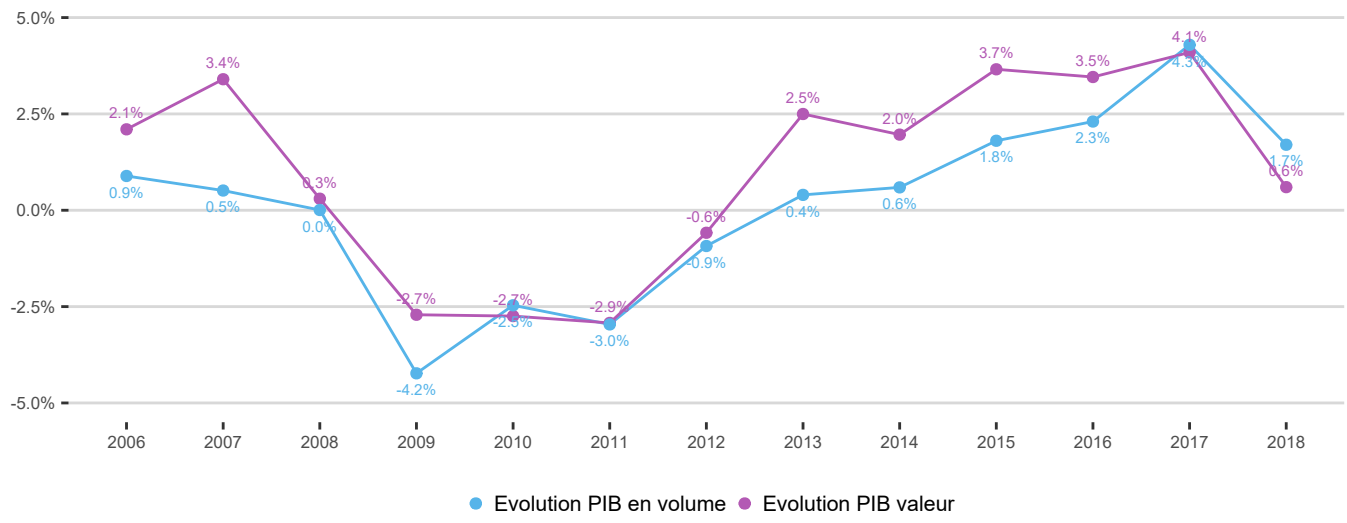
Points Etudes et Bilans
de la Polynésie française
N° 1302

Les comptes économiques en 2018

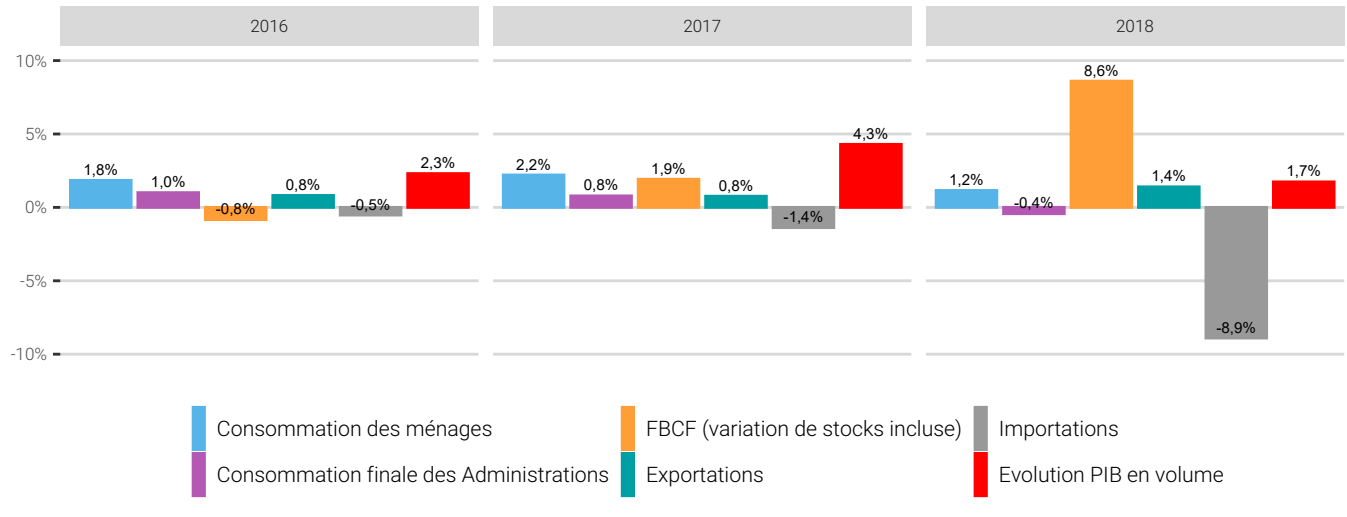
Le produit intérieur brut (PIB) à prix courants s'établit à 620 milliards de F.CFP en 2018 et progresse de 4 milliards par rapport à 2017, soit une hausse de 0,6 % de la richesse. Après correction des effets-prix, le PIB à prix constants croît de 1,7 %. La dynamique de croissance reste principalement portée par la demande extérieure et la consommation des ménages, tandis que la contribution liée à la forte hausse des investissements est neutralisée par la hausse des importations de biens d'équipement. En 2018, la croissance du PIB réel par habitant se poursuit (+ 1,3 %) pour atteindre 2,03 millions de F.CFP, soit 94 % du PIB par habitant de 2007.

Fig. 1. Évolution du PIB réel et nominal



Source : Comptes économiques, ISPF

Fig. 2. Contributions à l'évolution du PIB réel



Source : Comptes économiques, ISPF

Table 1. Approche du PIB par l'emploi des ressources

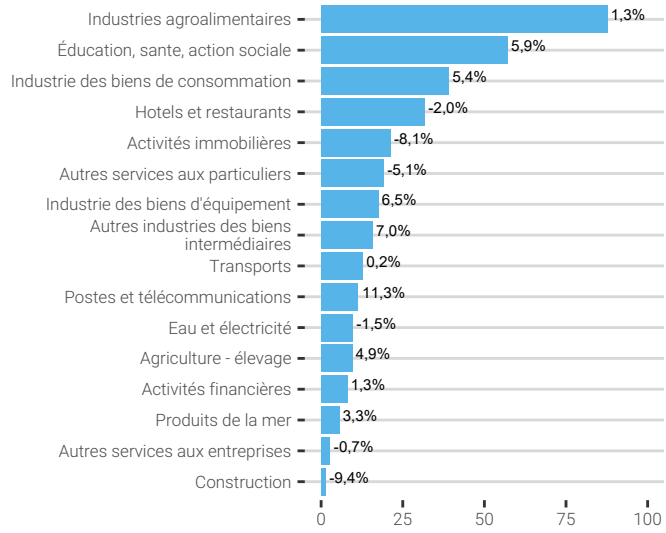
Unité : millions de F.CFP	2018 à prix constants	2017	Évolution réelle	Contribution à l'évolution du PIB
CONSOMMATION FINALE (a)	**594 668**	**590 251**	**0,7%**	**0,7%**
Consommation des ménages	404 997	397 656	1,8%	1,2%
Consommation finale des administrations	189 671	192 595	-1,5%	-0,5%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL (b)	**171 606**	**117 923**	**45,5%**	**8,7%**
Biens d'équipements	117 644	63 118	86,4%	8,8%
Construction	51 343	52 607	-2,4%	-0,2%
Investissements immatériels	2 619	2 198	19,2%	0,1%
VARIATIONS DES STOCKS (c)	**2 596**	**3 308**	**-**	**-0,1%**
SOLDE DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES (d)	**-141 971**	**-95 287**	**49,0%**	**-7,6%**
Exportations	128 949	120 509	7,0%	1,4%
Exportations de biens	*28 415*	*27 406*	*3,7%*	*0,2%*
Exportations de services	*100 534*	*93 103*	*8,0%*	*1,2%*
Importations	270 920	215 796	25,5%	-8,9%
Importations de biens	*240 769*	*187 249*	*28,6%*	*-8,7%*
Importations de services	*30 151*	*28 547*	*5,6%*	*-0,3%*
PIB (a+b+c+d)	**626 899**	**616 195**	**-**	**1,7%**

Source : Comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent l'offre consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent tout comme les entreprises à la différence que celles-ci consomment des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire). Le dernier acteur de l'économie, le « reste du monde », d'où proviennent lesimportations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

Consommation finale des ménages : une demande en biens soutenue

Fig. 3. Consommation finale marchande des ménages à prix constants en mds de F.CFP (valeur et évolution par rapport à 2017)



Source : Comptes économiques, ISPF

La consommation des ménages demeure le principal moteur de la croissance mais, pour la première fois depuis 2006, sa composante marchande progresse moins vite que le nombre d'emplois salariés (+ 1,9 % contre + 3,1 %). La consommation totale des ménages contribue pour 1,2 point à la croissance du PIB réel.

En volume, la demande marchande et non marchande des ménages progresse de 1,8 %. Valorisée à 405 milliards de F.CFP et équitablement répartie entre biens et services, elle se décompose à 86 % en dépenses marchandes et à 14 % en autoconsommation. Les ménages polynésiens consomment en 2018 davantage de produits multimédias, de meubles, d'automobiles et de produits pétroliers que sur l'exercice précédent, leur demande en biens progressant au total de 3,5 %. À l'inverse, la consommation de services est quasi stable (0,3 %).

La consommation non marchande, valorisée à 54,8 milliards de F.CFP, progresse de 1,7 % grâce à l'autoproduction agricole et à l'autoconsommation de loyer [1]. La consommation non marchande de services domestiques, en baisse continue depuis 2010, semble avoir été remplacée progressivement par la consommation de services marchands équivalents.

Consommation finale des administrations publiques : une inversion de tendance

Table 2. Consommation finale des administrations, en milliards de F.CFP

	2018 à prix constants	2017	Évolution réelle
Achats (a)	**47,6**	**49,1**	**-2,93%**
dont achats de biens	14,6	14,5	0,46%
achats de services	33,1	34,6	-4,35%
Salaires et charges (b)	**146,3**	**145,9**	**0,30%**
Consommation de capital fixe (c)	27,1	26,6	1,65%
Production vendue par le secteur public (d)	**31,4**	**29,0**	**8,14%**
Consommation finale totale (a+b+c-d)	**189,7**	**192,6**	**-1,52%**

Source : Comptes économiques, ISPF

Par définition, la valeur de la consommation finale des administrations est égale à la valeur de leur production non marchande. La mesure de cette consommation finale s'obtient en additionnant les dépenses des administrations en biens et services, en salaires et charges sociales, en amortissements de leurs investissements (consommation de capital fixe), somme à laquelle on retranche la production vendue par les administrations (production marchande). La plus grande partie de la production vendue (72 %) est constituée de la production de service de santé du Centre hospitalier de Polynésie française.

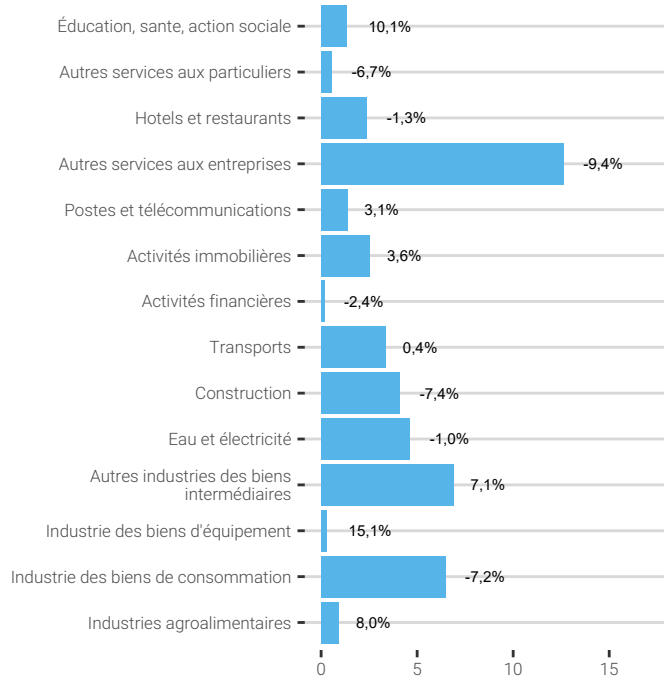
1. Les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service, autoconsommation généralement appelée autoconsommation de loyer

Alors que la consommation publique correspondant à l'ensemble des dépenses engagées par les administrations pour la production de biens et services finaux non marchands (hors formation brute de capital fixe - FBCF) progresse chaque année depuis 2015, ces dépenses reculent de 1,5 % en 2018.

Cette baisse s'explique à la fois par la diminution des consommations intermédiaires de l'Administration et par la hausse de la production marchande [2] réalisée par des entités publiques.

La baisse de la consommation de prestations de service est si forte (- 4,3 %) qu'au global les achats de l'Administration diminuent de 2,9 %. La demande en biens et services du Pays, en baisse de près de 15 %, explique en grande partie la tendance.

Fig. 4. Dépenses en biens et services de l'administration, à prix constants, en milliards de F.CFP

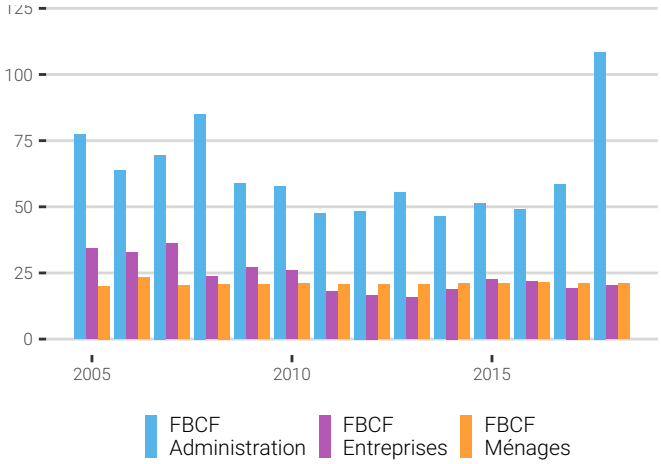


Source : Comptes économiques, ISPF

Formation brute de capital fixe (FBCF) : les investissements s'envolent

Les administrations publiques, les entreprises mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions et acquisitions de logements neufs) consacrent 171,6 milliards de F.CFP à leurs investissements en 2018. Portés par la forte progression des investissements des entreprises (+ 86 %) liée à l'acquisition de nouveaux avions, les investissements globaux augmentent de 53,7 milliards de F.CFP (+ 45,5 %). Les investissements consentis par les entreprises et ceux réalisés par le secteur public (+ 4,9 %) expliquent cette forte croissance, tandis que l'investissement des ménages en immobilier neuf se contracte légèrement (- 1,1 %) à 29,9 milliards, après plusieurs années de hausse. Les acquisitions de biens immobiliers neufs par les ménages ralentissent en 2018 et sont confrontées à une offre de biens en provenance des promoteurs immobiliers qui s'essouffle. La production de la branche Promotion et location immobilière baisse en effet de 3,8 %, conséquence d'une moindre activité des branches de promotions immobilière et d'administration d'immeubles.

Fig. 5. Formation brute de capital fixe, en milliards de F.CFP aux prix de 2005



Source : Comptes économiques, ISPF

D'autre part, si les recrutements progressent de 0,7 % dans le secteur public, les dépenses salariales ne progressent que de 0,3 % en volume. Cet écart d'évolution s'explique par le recrutement de salariés à bas salaire, dans les communes et les établissements publics territoriaux (+ 2,2 % et + 3,1 %) et notamment dans les branches Santé et éducation.

Enfin, la consommation de capital fixe [3], dont l'évolution est directement liée aux investissements de l'Administration sur les périodes précédentes, est de nouveau un contributeur positif à la consommation finale des administrations, témoignant de la reprise des investissements publics depuis 2013.

La forte croissance des investissements des entreprises s'explique essentiellement par l'importation de deux « Boeing 787 Dreamliner » par la compagnie aérienne internationale polynésienne, pour un montant total de 45 milliards de F.CFP, mais aussi par les investissements des entreprises en autres biens d'équipement (+ 16 %).

Au global, les investissements des entreprises en matériels et immatériels progressent à 114,2 milliards (+ 92 %), alors que les investissements des entreprises en bâtiments et travaux publics, valorisés à 650 millions de F.CFP sont en forte baisse (- 72 %), en l'absence de projets de promotion immobilière ou hôteliers.

Alors que les investissements publics contribuaient négativement au PIB en 2017, cette composante participe à la croissance cette année, affichant 4,9 % de hausse pour atteindre 27,5 milliards de F.CFP. Cette progression des investissements publics concerne à la fois les dépenses en biens d'équipement [4] (+ 8,8 %) et les inves-

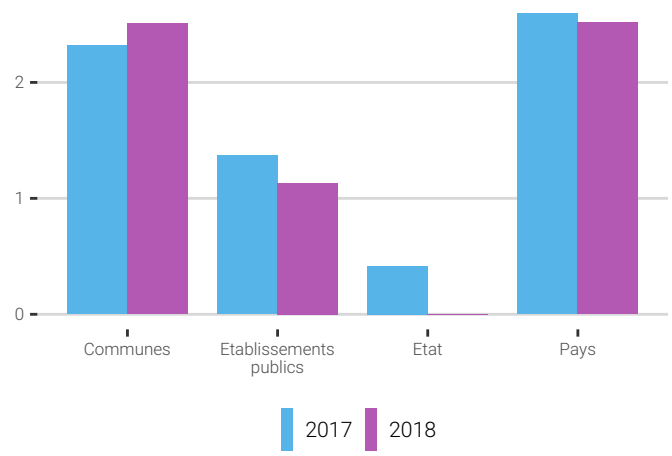
2. La quasi-totalité de la production du secteur Administration publique est considérée comme non marchande et représente l'ensemble des services rendus à titre gratuit ou quasi-gratuit par les administrations publiques. Néanmoins, une partie de la production est vendue par les administrations (prestations du CHPF, travaux en régie des communes, ventes de fare OPH, etc.) et est donc catégorisée en production marchande.

3. La consommation de capital fixe représente la dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible, y compris une provision pour pertes d'actifs fixes à la suite de dommages accidentels assurables.

4. Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

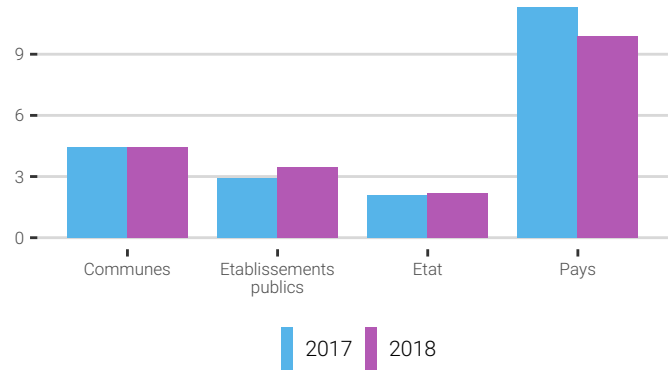
tissements en bâtiments (+ 3,7 %), composante qui représente les trois quarts des investissements publics.

Fig. 6. Investissements publics en biens d'équipements par sous-secteurs, à prix constants, en milliards de F.CFP



Source : Comptes économiques, ISPF

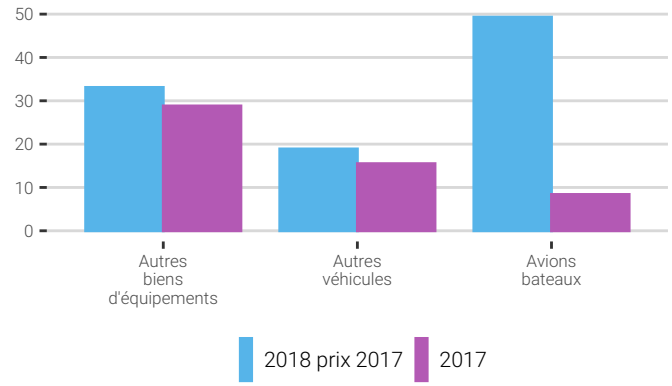
Fig. 7. Investissements publics en BTP par sous-secteurs, à prix constants, en milliards de F.CFP



Source : Comptes économiques, ISPF

L'augmentation des investissements en biens d'équipement est principalement portée par l'État et les établissements publics, tandis que celle des investissements en BTP provient majoritairement de la demande du Pays.

Fig. 8. Importations de biens d'équipement à prix constants en milliards de F.CFP



Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

La production locale en biens d'équipement ne représentant que 9 % de l'offre globale de ces produits en 2018, la bonne orientation de la composante Investissement est concomitante à une accélération des importations, qui neutralise l'impact global sur la croissance du PIB.

Généralement rattachée à la composante FBCF pour l'analyse de la croissance, la variation des stocks y contribue négativement pour - 0,1 point, puisque l'accroissement des stocks est moins important en 2018 qu'en 2017. Bien que les stocks augmentent pour les biens d'équipement (dont l'automobile) et pour les produits à base de tabac, cette tendance ne suffit pas à contrebalancer le déstockage des produits pétroliers.

Exportations de biens et de services : le tourisme international en forte hausse

La demande extérieure en biens (28,4 milliards de F.CFP) comme en services (100,5 milliards de F.CFP) contribue positivement à la croissance (+ 1,4 point). Les exportations de services tirent la tendance, affichant une hausse de 8 % en volume, soutenues par une fréquentation touristique en hausse de 8,7 %. L'hôtellerie restauration, les services de transports aériens et, dans une moindre mesure, les services aux personnes, sont de fait les premiers bénéficiaires de la hausse du nombre de touristes.

La perle de Tahiti demeure le plus exporté des produits polynésiens mais les bons résultats de 2017 ne sont pas confirmés en 2018 avec une baisse de 14,6 % de ces exportations pour un montant réduit à 7,8 milliards de F.CFP. À l'inverse, les exportations de poissons progressent significativement (+ 13,2 %), mais la valeur exportée (1,7 milliard de F.CFP) reste nettement inférieure à celle de la perle. Corrélés à la fréquentation et aux dépenses touristiques, la demande étrangère en bijoux (principalement d'ouvrages en perles) et les achats des touristes en habillement expliquent la croissance des exportations de biens de consommation.

Table 3. Exportations de biens et de services, en milliards de F.CFP

	2018 aux prix 2017	2017	Évolution
Biens exportés			
Agriculture - élevage	1,4	1,2	12,3%
Produits de la mer	9,5	10,6	-10,7%
Industries agroalimentaires	3,1	2,7	15,2%
Industrie des biens de consommation	9,3	7,9	18,8%
Industrie des biens d'équipement	2,6	3,4	-23,2%
Autres industries des biens intermédiaires	2,5	1,6	57,7%
Total Biens	**28,4**	**27,4**	**3,7%**
Services exportés			
Construction	-	0,0	-100,0%
Transports	48,9	47,8	2,2%
Activités financières	0,8	0,8	1,7%
Activités immobilières	0,1	0,1	31,9%
Postes et télécommunications	0,9	1,4	-32,4%
Autres services aux entreprises	7,3	6,3	14,9%
Hotels et restaurants	37,4	32,3	15,7%
Autres services aux particuliers	5,2	4,4	18,1%
Total Services	**100,5**	**93,1**	**8,0%**

Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

Les ressources de l'économie polynésienne

La production polynésienne croît en volume pour la sixième année consécutive. La production des entreprises et de l'Administration en biens et en services atteint 976 milliards de F.CFP, soit 11 milliards de plus qu'en 2017. Cette dynamique économique entraîne une hausse des importations de biens et de services, accentuée par l'importance de l'investissement en biens d'équipement importés, conduisant à une augmentation du total des ressources de 86 milliards de F.CFP.

Table 4. Les ressources de l'économie polynésienne, à prix constants, en millions de F.CFP

	2018 à prix constants	2017	Evolution réelle
Production (z)	**975 875**	**964 613**	**1,2%**
Somme des valeurs ajoutées (a)	543 810	538 367	1,0%
Impôts sur les importations (b)	34 660	31 001	11,8%
Impôts sur les exportations (c)	435	499	-12,8%
Autres impôts sur les produits (d)	48 112	46 438	3,6%
Subvention sur les produits (e)	-118	-110	7,3%
Importation (f)	**270 920**	**201 513**	**34,4%**
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	**1 329 884**	**1 243 954**	**6,9%**
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	*626 899*	*616 195*	*1,7%*
PIB/habitant	*2,26*	*2,23*	*1,3%*

Source : Comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités [5]. La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité [6] principales et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Les valeurs et les évolutions de production marchande et non marchande de ces branches constituent le premier tableau annexe. La valeur et l'évolution par produit/service des importations sont détaillées dans le second tableau annexe.

Table 5. Valeurs et évolutions de production marchande et non marchande, à francs constants, en milliards de F.CFP

	Production Marchande		Production non marchande		Total Production	
Branche	**2018 aux prix 2017**	**Évolution**	**2018 aux prix 2017**	**Évolution**	**2018 aux prix 2017**	**Évolution**
Agriculture - Elevage	8,3	12,7%	4,2	23,4%	12,5	16,1%
Perliculture	8,0	-14,6%	-		8,0	-14,6%
Peche	9,2	5,7%	5,7	0,4%	15,0	3,6%
Industries agro alimentaires	35,2	2,3%	-		35,2	2,3%
Industrie des biens de consommation	10,6	0,7%	-		10,6	0,7%
Industrie des biens d'équipement	12,3	17,2%	-		12,3	17,2%
Autres industries des biens intermédiaires	17,3	5,9%	-		17,3	5,9%
Distribution d'eau et d'électricité	33,9	-2,0%	-		33,9	-2,0%
Bâtiment et travaux publics	56,6	-3,1%	0,2	-47,0%	56,7	-3,4%
Commerce automobile	12,5	7,8%	-		12,5	7,8%
Commerce produits pétroliers	7,9	8,0%	-		7,9	8,0%
Autres Commerces	72,1	5,5%	-		72,1	5,5%
Transports routiers	5,5	3,1%	-		5,5	3,1%
Transports maritimes	13,7	-1,0%	-		13,7	-1,0%
Transports aériens	51,8	-1,7%	-		51,8	-1,7%
Auxiliaires de transports	43,1	2,3%	3,7	-5,7%	46,8	1,6%
Activités financières	33,3	2,8%	-		33,3	2,8%
Activités immobilières	41,4	-9,2%	49,6	1,3%	91,0	-3,8%
Postes et télécommunications	32,0	7,8%	0,4	-11,5%	32,4	7,5%
Services aux entreprises	67,1	2,3%	-		67,1	2,3%
Hôtels	44,1	7,1%	-		44,1	7,1%
Autres Hébergements	3,1	6,4%	-		3,1	6,4%
Restauration	26,7	1,2%	-		26,7	1,2%
Services aux particuliers	22,0	-2,3%	3,0	-6,4%	25,0	-2,8%
Education	5,9	-0,2%	54,3	-1,2%	60,3	-1,1%
Santé et action sociale	53,4	6,3%	9,7	-4,7%	63,1	4,4%
Administrations	4,1	6,2%	114,1	-1,5%	118,2	-1,3%
ENSEMBLE	**731**	**1,9%**	**244,9**	**-0,8%**	**975,9**	**1,2%**

Source : Comptes économiques, ISPF

Table 6. Importations de biens et de services, en milliards de F.CFP

	2018 aux prix 2017	2017	Évolution
Biens importés			
Agriculture - élevage	3,3	3,3	0,1%
Produits de la mer	0,1	0,2	-40,4%
Industries agroalimentaires	41,1	40,5	1,4%
Industrie des biens de consommation	33,8	31,5	7,3%
Industrie des biens d'équipement	101,3	52,7	92,2%
Autres industries des biens intermédiaires	61,2	59,1	3,7%
Total Biens	**240,8**	**187,2**	**28,6%**
Services importés			
Construction	-	0,1	-100,0%
Transports	7,2	5,9	22,5%
Activités financières	2,1	2,2	-8,3%
Activités immobilières	0,5	0,4	21,0%
Postes et télécommunications	3,8	3,3	16,4%
Autres services aux entreprises	4,9	5,8	-16,2%
Hotels et restaurants	10,0	9,0	11,0%
Autres services aux particuliers	1,7	1,7	-1,5%
Total Services	**30,1**	**28,5**	**5,8%**

Source : Services des Douanes, Comptes économiques, ISPF

5. La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre ces ressources en regard de leur utilisation par les agents économiques, il convient ensuite de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

6. Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

Définitions

Effets-prix : Le PIB à prix constants (ou réel ou en volume) est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans l'économie au cours d'une année donnée, calculée en utilisant les prix de l'année précédente. Le PIB à prix constants a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Produit intérieur brut (PIB) : le produit intérieur brut se compose de la production intérieure brute augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques. Il s'agit donc de la richesse créée par l'économie au cours d'une année.

PIB réel et PIB nominal : Le PIB réel (ou en volume ou encore à prix constants) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de ne mesurer que les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal ou à prix courants), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Secteurs : Le secteur constitue un regroupement d'unités de production homogène. Les secteurs marchands produisent des biens et services marchands, par opposition aux secteurs non marchands (administrations publiques) qui produisent des services non marchands et marginalement des biens et services marchands. Les 5 grands secteurs de la nomenclature des comptes sont les sociétés non financières, sociétés financières, les administrations, les ménages et le secteur des agents non résidents.

Production (P) : la production est l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et services. La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché, à un prix visant à couvrir au moins les coûts de production. Les services non marchands regroupent les services fournis par les administrations à titre gratuit ou quasi gratuit ainsi que les services domestiques. Il faut noter que l'activité productive concerne également les productions non commercialisées : produits agricoles vivriers, produits de la pêche, ainsi que les services fournis par les propriétaires de logements à eux-mêmes.

Consommations finales (CF) : elles sont uniquement le fait des ménages et des administrations : elles représentent la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs.

Consommations intermédiaires (CI) : les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens autres que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés par les entreprises, au cours de la période, afin de mener à bien leurs activités : elles sont intégrées dans le processus de production.

Formation Brute De Capital Fixe (FBCF) : cette notion s'apparente à la notion d'investissement : elle représente la valeur brute des acquisitions en matériels et ouvrages de Bâtiment et Travaux Publics destinés à être utilisés pendant au moins un an. Pour les ménages, la FBCF ne concerne que les achats de logements neufs, ou éventuellement les grosses réparations effectuées sur les logements existants, toutes leurs autres dépenses en biens (même durables) et en services sont comptabilisées en consommations finales.

Variations de stocks (VS) : les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes. Par convention, les variations de stocks ne concernent ici que la production stockée des entreprises en fin d'exercice.

Branche d'activité : une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

Télécharger les données

Télécharger toutes les données et les données complémentaires

Bibliographie

A. AILLOUD (2021) *Les comptes économiques en 2017*
A. AILLOUD (2020) *Les comptes économiques en 2016*
A. AILLOUD (2018) *Les comptes économiques en 2015*

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Etudes et Bilans
Numéro	1302
Auteur de la publication	Alexandre AILLOUD
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépot légal	Janvier 2022
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	1247-7370